

Magali Nachtergaele



Synergies Italie n° 7 - 2011 pp. 129-131

Yves Citton, 2010, *L'Avenir des Humanités. Économie de la connaissance ou culture de l'interprétation?*, Paris: La Découverte.

Ce dernier livre poursuit la réflexion précédemment amorcée dans *Lire, interpréter, actualiser. Pourquoi les études littéraires?* (2007, Paris: Amsterdam), un essai qui a érigé Yves Citton en penseur éclairé de l'étude des lettres aujourd'hui. Au-delà de ses différentes interventions dans des médias spécialisés ou politiques (les excellentes *Revue des Livres et des Idées* ou *Multitudes*), sa voix est celle d'un défenseur farouche des sciences humaines comme cœur battant d'une société tant savante que civile. L'introduction dissipe et éclaire immédiatement le sous-titre énigmatique de l'ouvrage: l'économie de la connaissance, un concept développé par Dominique Foray dans son livre éponyme (2000, Paris: Repères, La Découverte), est le fruit des amours coupables entre les autoroutes de l'information et la nouvelle économie post-industrielle.

### Économie de la connaissance?

Mais de quoi s'agit-il exactement? Au premier chef, comme toute économie, elle distribue et fait fluctuer des biens. Dans le cas précis d'une économie de la «connaissance», les biens en question sont les «biens de l'esprit», des «produits» particulièrement disponibles et volatils puisqu'il suffit de les transmettre via Internet pour les diffuser à travers le monde (alors qu'il faut encore des porte-containers et des camions pour les biens matériels). Ainsi, dans cette grande économie de la connaissance, toute information ou toute forme de savoir, étant considérée comme un produit, est de fait soumise à un marché. Et les règles de ce dernier répondent, on s'en doute, à celles édictées par le capitalisme industriel dont le système régule la quasi-totalité de la planète. C'est donc le modèle capitaliste, tel qu'il a été conçu et pensé au 19<sup>e</sup> siècle, qui est censé réguler les biens de la connaissance, comme s'il s'agissait de vulgaires téléphones portables ou d'autres biens de grande consommation. Cependant, les biens de la connaissance peuvent difficilement être gérés de la même façon que les biens matériels, surtout si l'on pense aux grands bouleversements qui ont eu lieu tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. Cela n'empêche pas l'économie globale actuelle de s'être exclusivement fondée sur des critères obsolètes, telle que la productivité industrielle et la croissance des richesses matérielles (on calcule cette performance à travers le PIB). Obsolètes? Oui,

car plusieurs obstacles surgissent si l'on veut mettre au même niveau biens matériels et connaissance. D'abord, comment mesurer un PIB de l'esprit (une notion qui semble d'emblée absurde)? Ensuite, tous les biens sont censés appartenir à des individus ou des entreprises, ce qui permet la fameuse «capitalisation». Mais comment contrôler la propriété dans la masse de savoirs qui circulent (malgré les efforts des multinationales à réglementer les idées et à capitaliser les innovations à travers de multiples brevets)? Autre difficulté: l'économie de la connaissance, à l'image de l'économie matérielle d'ailleurs, est caractérisée par sa surabondance. La connaissance a-t-elle encore une valeur propre, si tout le monde y a accès (presque) librement? Comme son accès est rendu facile grâce aux moyens modernes de communication, il en résulte ce que Citton appelle une «intellectualité diffuse» qui se développe à l'échelle mondiale et dans un nombre toujours plus grand de couches de la population. Avec pour résultat que tout le monde a plus ou moins accès au savoir, comme tout le monde a plus ou moins accès aux biens de grande consommation. Toutefois, ce que l'on fait de l'un et de l'autre a des conséquences très différentes. Et il est évident qu'appliquer au savoir les règles du capitalisme manque totalement de pertinence, tant la nature de ces biens matériels ou immatériels est incompatible.

### Anticiper le futur

Il est donc plus qu'urgent de s'inquiéter de ce que l'Humanité va faire de cette somme de savoirs disponibles en masse et presque à tout instant. C'est tout le propos de la suite du raisonnement de Citton, qui s'interroge sur le futur de la connaissance après en avoir exposé les grands enjeux économiques. Dans le grand délire bureaucratique d'automatisation propre à l'ère post-industrielle émerge une nouvelle croyance, celle que toutes les données pourraient être traitées par des machines. Pas de panique, donc, les machines vont s'occuper des informations, les stocker, et les trier à notre place. Malheureusement, cette perspective est totalement réductrice car jamais une machine ne pourra comprendre une information, la hiérarchiser ni encore moins l'utiliser dans une intention particulière (aider un enfant à comprendre une équation, par exemple ou encore savoir qu'en France, on mange les mains sur la table). Tout le problème de la conception actuelle du savoir est liée à cette association entre système capitaliste industriel et connaissance, comme si l'on pouvait gérer ces deux «économies» de la même façon. Citton explique qu'il n'en est rien: en fait, lorsque la gestion économique montre ses limites, c'est la «culture» qui prend le relais, une culture qui se fonde sur une des capacités uniques de l'homme à hiérarchiser et interpréter ces données, certes de façon imparfaite, mais à partir d'intuitions déterminantes dans les progrès et sauts créatifs de l'Humanité. Ces questions font l'objet des premiers chapitres qui tentent de donner un cadre philosophique d'actualité à ces modifications profondes du régime de la connaissance et qui en appellent à cette compétence fondamentale du progrès *humaniste* (à distinguer du progrès *matériel*): l'interprétation.

### La formation des interprètes et l'humanisation de l'avenir

Le livre entre alors dans sa deuxième phase, moins analytique, plus programmatique. Car le grand mérite d'Yves Citton est justement de dépasser le simple constat pour envisager des réponses éthiques aux bouleversements profonds que connaît l'actualité du savoir. Comment former les interprètes du futur? Quelles conditions réunir pour interpréter? Comment humaniser l'avenir? À ces interrogations, Citton répond par la

nécessité de laisser le temps de la recherche et de la réflexion, plutôt que de répondre de façon immédiate aux contraintes diverses qui émergent dans la vie sociale ou personnelle. L'étude des Lettres (et des Humanités en général) est en fait la base même de cette capacité à différer la réponse, en prenant le temps de la réflexion et de la créativité interprétative. Les enseignants-chercheurs devraient donc être les premiers bénéficiaires de ces temps de latence où il ne se passe rien que de la pensée, sans production quantifiable. Car le propre de la recherche est non pas d'avancer par le miracle d'un succès isolé mais par des suites d'échecs qui indiquent les directions à ne pas suivre, qui nécessitent de mutualiser les connaissances (positives ou négatives) pour continuer à avancer. Citton réaffirme ainsi le rôle fondamental de l'universitaire en rappelant que «le cognitif qui importe réellement *relève de savoirs diffus socialisés par des réseaux de coopération non marchande*» (153). Ce n'est pas la force inerte des informations qui agit (le travail mort, caractérisé par le capital, l'usine, les machines) mais l'alliance d'un réseau de «cerveaux-corps-esprits» (le travail vivant, appelé *wetware*, par opposition au *hardware* et au *software* informatiques). Et le simple citoyen, assailli d'informations et de sollicitations commerciales, lui aussi a besoin de ces «vacuoles» de temps, pour échapper à la spirale infernale d'un quotidien hypertrophié et ultrarentabilisé qui ne lui laisse plus la lucidité et la sensibilité naturelle nécessaires à la construction de son identité.

### La place de la culture

Un des points forts du développement d'Yves Citton est justement la place prépondérante qu'il laisse aux individualités et aux sous-cultures, des cultures qui ne sont pas dominantes et dont l'émergence engendre souvent la peur d'une dissolution identitaire collective (voir le soi-disant débat sur l'identité nationale organisé par le ministre Éric Besson en 2009). Pour Citton, cette peur n'existe que dans une société qui ne se donne plus les moyens de la réflexion et le temps du véritable débat, dans une société qui nie le principe humaniste de diversité et d'inter-prêt (mot-valise qui désigne à la fois l'interprétation et l'échange). L'art de l'interprétation et la reconnaissance des sous-cultures comme forces de relance de la communauté ne peut se faire que dans une société où la considération et le soin envers l'autre (le *care*) remet l'humain au cœur de la machine sociale, dans une société qui a le cœur à gauche.

Penser le capitalisme cognitif impose donc nécessairement de sortir de la conception industrielle du capitalisme, pour réinventer, en laissant le temps du progrès de l'esprit aux spécialistes et aux individus, un mode de sociabilité résolument humaniste, où culture, éthique et sciences cohabiteraient dans des espaces sensibles les uns aux autres.